

2e Rencontre inter-régionale
Campagne pour la rémunération de tous les stages
28 novembre 2018 - 19h
Skype

Proposition d'ordre du jour

- 0.0 Animation et prise de notes
- 0.1 Adoption de l'ordre du jour
- 0.2 Tour de table
- 0.3 Objectifs des rencontres inter-régionales
- 1. Retour sur la semaine de grève par région
- 2. Mobilisation pour l'hiver 2019
- 3. Retour sur les rencontres des Coalitions régionales (s'il y a lieu)
- 4. Communication
- 5. Prochaine rencontre

0.0 Animation et prise de notes

Stéphanie Gilbert, à l'animation
Amélie Poirier, à la prise de note

0.1 Adoption de l'ordre du jour

Ok

0.2 Tour de table

Natasha St-Denis, Cégep de l'Outaouais
Loïc Carpentier, Cégep de l'Outaouais
Camille Giguère, Cégep de Sherbrooke
Sylv Roy, Université de Sherbrooke
Stéphanie Gilbert, Université du Québec en Outaouais
Laura Daigneault, Université du Québec à Rimouski
Mélodie Côté, Université du Québec à Rimouski
Ramy, Université du Québec à Rimouski
Sandrine Lavertu, Université du Québec à Trois-Rivières
Francis Auclair-Dubois, Université du Québec à Trois-Rivières
Camille Laberge, Université du Québec en Outaouais - St-Jérôme
Marilou, Université du Québec en Outaouais - St-Jérôme
Bruno Le Héritte, Cégep St-Laurent
Amélie Poirier, Université du Québec à Montréal

0.3 Objectifs des rencontres inter-régionales

Amélie (Montréal) : juste un rappel pour s'assurer que tout le monde soit sur la même longueur d'onde. Les rencontres inter-régionales ne sont pas décisionnelles mais visent plutôt le partage d'informations et d'expériences entre les militant.es des différentes régions pour aider à la mobilisation et l'organisation.

1. Retour sur la semaine de grève

Outaouais

Natasha (Outaouais) : L'AG au cégep a été intéressante. Elle a permis de constater l'ampleur de la tâche à faire. Les étudiant.es ne sont pas du tout au courant de la campagne et pas mobilisé.es pour stages. Il y a eu un vote par référendum et le résultat était contre la grève. Par contre, des étudiant.es du cégep sont allé.es à la manifestation de l'Outaouais le mercredi. Pour elle et Loïc ça été un moment motivant suite à l'AG. La mobilisation au cégep est difficile aussi parce qu'il y a deux campus assez éloignés.

Loïc (Outaouais) : plusieurs programmes se sont mobilisés pour venir à l'AG, mais pour voter contre la revendication (techniques policière, soins infirmiers, soins préhospitaliers). Par contre ce sont tous des programmes avec stages non rémunérés, donc on essaie d'aller les voir pour en discuter. C'est déjà commencé, notamment avec technique policière. La manifestation était encourageante.

Stéphanie (Outaouais) : À l'UQO il y a eu 4 associations en grève, mais il n'y avait pas beaucoup de participation aux AG. Pour tout le monde c'était une semaine de grève de cours et pour 2 associations il y avait aussi une grèves des stages. En éducation, la grève des stages a été respectée à 95% selon le département, avec lequel il n'y a pas de problème jusqu'à présent. Pour travail social, à la dernière minute on a appris que le département voulait que les heures de stages soient reprises. Les étudiant.es concernées trouvent que la reprise est raisonnable.

Il n'y avait pas beaucoup de participation aux activités de grève, mais en même temps les gens vont pas aux cours ou aux stages, donc ce n'est pas totalement négatif.

À l'UQO les instances universitaires collaborent vraiment, elles veulent nous rencontrer et connaître les revendications, ne sait pas si c'est une diversion.

Camille (St-Jérôme) : Il y a aucune communication entre les campus de l'UQO à St-Jérôme et Gatineau. Les étudiant.es de travail social à St-Jérôme ne sont pas membres du REETS (module de travail social à l'UQO à Gatineau). Le REETS l'a contacté personnellement pour inclure la non reprise des stages dans un plan d'action commun.

Stephanie (Outaouais) : Pour les stagiaires à l'UQO, il y a un gros backlash avec la grève des stages. Il y a une frustration face au fait qu'il y avait une faible participation aux activités et elles se disent "on fait pas la grève pour rien". L'exécutif du REETS (module de travail) envisage de faire seulement la grève des cours à l'hiver.

Amélie (Montréal) : important de ne pas s'arrêter au fait que les étudiantes considèrent que c'est raisonnable de reprendre les heures. Ça démontre que du travail d'information reste à faire. Si les heures sont reprises ça minimise le poids de la grève des stages et ça peut décourager les personnes de ne pas aller à leur stage.

Ramy (Rimouski) : on a aussi une menace du programme pour reprendre les heures. Mais il y a possibilité de faire créditer la participation au piquetage et aux activités de grève, considérant que c'est en lien avec les objectifs du programme en travail social.

Sylv (Sherbrooke) : dans la proposition de grève, il était inscrit qu'il ne pouvait pas avoir de reprise en terme d'heures. Il reste que des discussions vont avoir lieu entre les départements et les associations. Ça sécurise les stagiaires de savoir qu'elles sont backées par leur association étudiante.

Francis (Trois-Rivières) : il faudrait inscrire dans le mandat de grève que les heures de stage n'ont pas à être reprises.

Ramy (Rimouski) : pense que les heures de stages sont régies par une loi, ce qui minimise les possibilités de négocier.

Sylv (Sherbrooke) : le principal programme avec stage à l'AGEFLESH c'est travail social. On a une preuve écrite de l'ordre de travail social qui dit qu'elle ne va pas reconnaître un nombre d'heures d'activité pratique mais bien le diplôme, pour permettre l'inscription à l'ordre. Donc c'est à l'établissement de définir si les étudiant.es graduent ou pas, peu importe le nombre d'heures de stage.

Natasha (Outaouais) : tous les programmes ont un minimum d'heures, le but de faire référence aux ordres c'est de faire peur aux stagiaires. Mais les établissements ne pourront pas empêcher de faire graduer une cohorte complète. C'est la force du nombre qui fait la différence.

Bruno (Montréal) : ça vaut la peine d'aller vérifier dans les lois et les règlements. Par exemple, en soins infirmiers, les stagiaires à St-Laurent font déjà 50 heures de plus que le nombre exigé. Et il y aussi l'exemple des sages-femmes qui ont quand même graduées malgré le fait qu'elles ont manqué deux semaines de stage dû au lock out à l'UQTR.

Camille (St-Jérôme) : en travail social, c'est pas l'ordre qui gère la formation, c'est l'Association canadienne pour la formation en travail social (ACFTS). Elle a fait des recherches et l'ACFTS exige 700 heures de stage. Mais des écoles font plus d'heures que ça. À St-Jérôme c'est 785 heures, mais la directrice du programme dit que les séminaires ne comptent pas, donc au final, on fait 698 heures. Donc on ne respecte déjà pas le nombre d'heures et les gens graduent quand même, pareil pour travail social à l'UQAM qui vient tout juste de réformer le programme pour ajouter 120 heures pour correspondre à l'ACFTS.

(Rimouski) : Il faut faire attention. L'an passé, durant la grève des paramédics les étudiant.es ne pouvaient pas faire leur stage. Plusieurs cégeps ont mis la pression pour que les heures soient reprises, ce qui a retardé des étudiant.es. Les mandats d'AG ne sont pas suffisants, il faut s'organiser.

Stéphanie (Outaouais) : En éducation, là où c'est difficile, c'est qu'elle n'était pas en stage et les stagiaires en grève, celles qui étaient là durant la semaine, elles ne voulaient pas construire un rapport de force avec le module pour empêcher la reprise des heures.

Amélie (Montréal) : Il faut miser sur les exemples qui démontrent l'arbitraire, la flexibilité et l'absence de cohérence en ce qui concerne les heures de stage. Des fois il y a plus d'heures effectuées, d'autres fois pas assez. C'est important aussi de créer des précédents concernant la non reprise des heures de stage, comme le cas des étudiantes sage-femme, ou en éducation à l'UQAM où l'an passé aucune des 4 journées de grève des stages a été reprise et il n'y a pas eu d'échec.

Rimouski

Ramy (Rimouski) : 3 institutions d'études post-secondaire dans la région : l'Institut maritime du Québec (IMQ), un cégep, et l'UQAR. Il y a aussi un campus à Lévis, indépendant des associations à Rimouski. Pendant un an, on était 3 personnes pour mobiliser à l'université et il n'y avait pas vraiment de réponse positive donc se sont consacré à d'autres dossiers.

À l'assemblée générale, c'est d'autres personnes qui ont fait la proposition de tenir une AG de grève la semaine suivante. Finalement, c'est 3 jours de grève qui ont été tenus. Le piquetage a été fait les 3 jours, ça bien été. Il y a des enjeux avec les cours à distance, les cours de la formation continue et les étudiant.es à Gaspé et sur la Côte Nord, par exemple, sont difficiles à mobiliser. A eu peur pour la participation, considérant le court espace de temps entre l'AG et les jours de grève, mais des gens se sont pointés. L'administration collabore aussi, pense que c'est la réalité des régions, tout le monde se connaît.

Le cégep n'est pas mobilisé, il y a difficulté à avoir un exécutif. À l'IMQ, il y a eu quelques échanges et sont allé.es les voir physiquement, mais il n'y a pas vraiment de réponse. La manifestation s'est bien passée, c'était surtout du monde de l'UQAR. Illes sont passé.es devant le cégep et l'IMQ pour encourager la participation. Si la grève générale illimitée est dans 3 mois, il y a beaucoup de travail à faire. Pense qu'il faudrait faire une plateforme de revendications uniformes, même si c'est déjà un peu le cas.

Sherbrooke

Camille (Sherbrooke) : Au cégep, l'AG a eu une forte participation mais c'était imprévu, donc il y a eu des complications, et les personnes étaient réparties dans plusieurs locaux. Beaucoup de personnes n'ont pas pu écouter l'AG et l'argumentaire à cause de problèmes avec le système de son. Finalement, 60% ont voté contre la grève. Avant l'AG on avait fait du tractage et un kiosque d'information. On annonçait la grève en espérant attirer les gens, mais les gens ont plus eu peur. Un comité mob a été mis sur pied pour aller voir les

techniques directement. Une dizaine d'étudiant.es du cégep ont participé à la manifestation à Sherbrooke.

Sylv (Sherbrooke) : L'AGEFLESH (sciences humaines) était en grève pour la semaine, l'AGEFEUS (éducation) à partir de mardi, et l'AGEEP (éducation physique et kynésiologie) seulement mercredi. On a pas vu tant les étudiant.es de l'AGEFEUS et de l'AGEEP durant les activités, sauf à la manifestation mercredi. La mobilisation reposait beaucoup sur un petit groupe de personnes, avant et durant la grève. Constate un surmenage, mais illes restent quand même motivé.es, et ont déjà des idées pour la GGi. Constat aussi qu'on en a peut-être fait trop pour le nombre qu'illes étaient. Mais en général il y a eu une belle participation à l'AGEFLESH, et le mandat de grève était fort (88%).

Montréal

Bruno (Montréal) : Au cégep de St-Laurent, l'assemblée générale a rassemblé plus de 1800 personnes et 65-70% ont voté pour la semaine de grève. Le piquetage s'est fait tous les matins. C'était difficile de satisfaire l'administration mais ça été. Mercredi 137 personnes étaient là. Il y a eu une grande participation à la manifestation mercredi. Toute la semaine il y avait 30-40 personnes aux activités. La grève nous a donné l'occasion de mobiliser au cégep Vanier (anglo), où on a eu une bonne réponse. Au cégep du Vieux-Montréal, illes n'étaient pas beaucoup et ont été un peu surmené.es. Au cégep Maisonneuve il y a eu une journée de grève et le piquetage a bien été. Pour le cégep Marie-Victorin, on a pas trop de nouvelles. Sinon, en ce moment on organise la signature d'une lettre collective pour la non reprise des heures de stages, et tantôt imposer à la connussuib des études

Amélie (Montréal) : À l'UQAM, on avait organisé une tournée des milieux de stage. Les milieux avaient été récoltés grâce à un avis de grève signé par les stagiaires et étudiant.es. À chaque matin on avait un point de rendez-vous dans la ville et on allait voir 3-4 milieux, écoles, organismes communautaires et CLSC. C'était une activité l'fun, ça nous a permis de discuter avec les travailleuses et les travailleurs sur place, de leur expliquer pourquoi on était en grève et la manière dont illes pouvaient donner leur appui aux stagiaires. On planifie déjà d'organiser une tournée des milieux durant la GGi à l'hiver. À l'UQAM aussi on a constaté que les personnes respectent le mandat de grève, mais il reste du travail pour qu'elles prennent part aux activités. Pour la tournée de milieux, on était seulement une vingtaine par matin environ, par exemple.

Pour ce qui est d'ailleurs à Montréal, ne peut pas vraiment dire. À l'Université de Montréal illes ont fait une manifestation entre les différents pavillons, ça l'air d'avoir bien été, 100 personnes peut-être.

Québec

Bruno lit le message de Laurianne, en soins infirmiers au cégep Limoilou :

La journée de grève s'est bien passée, on a eu la coopération des enseignant.e.s et de la majorité des étudiant.e.s. L'administration a voulu nous faire peur en nous parlant de la

sécurité et que des enseignant.e.s pourraient appeler la police et tout, mais ça n'a pas eu lieu. Ça beaucoup été des étudiant.e.s d'autres programmes et de l'université qui nous ont aidé à piqueter devant les classes, plus que des étudiant.e.s en soins infirmiers. Une grève par programme c'était un test dans un cégep, ça a bien fonctionné, mais notre peur c'est que lorsqu'on va vouloir faire une grève générale, des étudiant.e.s ne veulent pas être en grève et demande de refaire de simples grèves par programme. On va voir comment ça se passera à la session d'hiver et on dealera avec ça.

Sinon, on veut peut-être essayer une grève rotative pour piqueter différents milieux de stages à différents moments (sur le modèle de la SAQ et de Poste Canada). On pense que ça va être moins d'énergie, plus facile à piqueter vu que la mobilisation ici est parfois difficile, et plus surprenant. Si vous voulez nous donner du feedback là-dessus, ça peut être cool. Sinon, on est entrain de mobiliser les autres cégeps de Québec et on essaye de développer une meilleure communication entre les différents établissements scolaires.

Chicoutimi

Pas présent.es

Trois-Rivières

Francis (Trois-Rivières) : La semaine passée il y avait seulement les étudiantes sages-femmes en grève. Il a aidé pour faire du piquetage aux cours sur le campus mais personne ne s'est pointé. A été voir le cégep, l'association dit être sensible mais que aucun.e étudiant.e est venu les voir à ce sujet. À l'UQTR, une conférence a été organisée mercredi avec des personnes de Montréal. La majorité des personnes étaient en ergothérapie (une dizaine). Dimanche prochain, l'AGE tient un conseil d'administration avec un.e représentant.e de chaque programme, les CA se tiennent aux 2 mois. Elles ont le pouvoir de changer les orientations socio-politiques. Il va s'y présenter pour amener la proposition pour la rémunération des stages.

Amélie (Montréal) : Pour ce qui est de la mobilisation dans les cégep et ailleurs, il a pratiquement toujours fallu passer à côté des exécutifs pour commencer. Par exemple en faisant le tour des tables à la cafétéria. C'est important aussi de prendre en note un moyen de rejoindre les personnes intéressées, comme une liste courriel, pour les tenir informées et aider à organiser des rencontres et des ateliers.

Bruno (Montréal) : oui, c'est comme ça qu'on a fait au collège Vanier. Elles ont fait le tour des programmes techniques. L'idée c'est d'aller parler directement aux personnes.

Francis (Trois-Rivières) : Il va essayer ça.

St-Jérôme

Camille (St-Jérôme) : Ce qui est difficile c'est qu'on a fait ça un peu à la va vite et de manière un peu indépendante. On a fait un référendum par programme (4 programmes : travail social, sciences infirmières, psychoéducation, éducation), et il y a eu beaucoup de

mécontentement, même si on a fait du travail pour informer les gens. La grève a passé dans tous les programmes. On a fait des activités et du piquetage des cours. Amélie, Sandrine et Anne-Sophie, de Montréal, sont venues faire une atelier mercredi. Mais il n'y avait pas beaucoup de monde, entre autres parce que beaucoup d'étudiant.es habitent loin de St-Jérôme. Pour travail social, les étudiant.es sont au courant et sont d'accord avec la revendication, mais ne se mobilisent pas, surtout en 1ere et 2e année.

Marilou (St-Jérôme) : Pour les étudiant.es en 3e année, il y a pas mal d'inquiétudes. Demain il y a un diner discussion d'organisé. Elle va essayer de les rassurer et appeler à la solidarité. La GGi ça crée beaucoup de stress, tout le monde est déjà épuisé.

Camille (St-Jérôme) : Le syndicat des chargé.es de cours de notre bord. Ne sait pas si c'est une diversion, elle va assister à l'assemblée départementale de travail social avec le REETS, l'impression qu'il y a une ouverture aux revendications.

Amélie (Montréal) : Avez vous fait des contacts avec des personnes en psychoéducation et en éducation ?

Marilou (St-Jérôme) : En psychoéducation c'est pas mal polarisé, pense qu'il faut vraiment miser sur l'information.

Camille (St-Jérôme) : Travail social c'est bon, en enseignement il n'y a pas vraiment de contact.

2. Mobilisation pour l'hiver 2019

Francis (Trois-Rivières) : Commentaire sur les médias : dans toutes les interviews, il faut faire attention pour ne pas entrer dans le jeu des programmes, donc ne pas parler juste d'enseignement, ou de pratique sage-femme, par exemple. Ça peut mener à la hiérarchisation des professions.

Stéphanie (Outaouais) : En terme de procédure, on commence à s'organiser pour les AG de grève générale illimité. Pose la question, sur le timeline, à partir de quand la GGi ?

(Rimouski) : Va falloir que ce soit tout le monde en même temps. Si on est moins que 40 000, par exemple, c'est pas suffisant. Le ministre Roberge fonctionne avec les chiffres. faut s'assurer que les AG soient toutes en même temps. Ça prend du temps organiser la GGi... faire les AG en février-mars ?

Amélie (Montréal) : Jusqu'à présent, les plans d'action qui ont été adoptés inclus un plancher de 20 000 étudiant.es en grève dans 3 régions différentes, avant le déclenchement de la GGi. Donc il n'y aura pas d'association qui va partir seule en grève. Comparé aux grèves précédent.es, c'est un plancher prudent. La semaine de grève a été un important test et c'était un peu une surprise que près de 60 000 soient en grève. Beaucoup de mandats ont été adoptés tard et le niveau d'organisation n'est pas partout le même. Il y a du travail à faire.

Pour les AG de grève à l'hiver, il va falloir se concerter bientôt, oui. Dans le mandat de grève, il pourrait y être inclus la tenue d'une AG de déclenchement de grève à partir du moment où le plancher est atteint.

Stéphanie (Outaouais) : Est-ce que l'AG de déclenchement de grève implique un autre vote sur la grève ?

Marilou (St-Jérôme) : Est-ce que le format AG est à prioriser ou ça pourrait seulement être une rencontre ?

Amélie (Montréal) : Ça été discuté un peu hier à la rencontre à l'UQAM, mais il n'était pas question d'un second vote sur la grève, mais plutôt un vote du moment de l'entrée en grève, en assemblée générale, et ce serait aussi une occasion de discuter des activités prévues. La formule demeure à être pensée.

Camille (Sherbrooke) : La GGi commencerait quand ? L'AG de grève sera avant la GGi, et on lui a dit qu'il y aurait du temps entre l'AG et la GGi.

Ramy (Rimouski) : Demande s'il existe une plateforme de solutions concrètes pour répondre aux revendications ? Propose que ce soit travaillé.

Amélie (Montréal) : Oui il y aura un délais entre le vote et l'entrée en GGi, en fonction du moment du moment où l'AG de grève est tenue et où le plancher de grève fixé est atteint.

Pour ce qui est de la plateforme de solutions, jusqu'à présent la stratégie n'a pas été de fournir ces solutions, mais de miser sur le fait de faire reconnaître les stages comme du travail, et qu'à partir de cette reconnaissance, les stages doivent être payés. Le travail à faire sur où prendre l'argent revient au gouvernement. Il est pratiquement impossible de chiffrer la demande, même le gouvernement ne sait pas comment ça se passe les stages. Payer les stages c'est aussi, nécessairement, réinvestir dans les services publics.

Sylv (Sherbrooke) : Trouve que fournir des solutions c'est pertinent et c'est ce qui est ressorti quand on a fait la tournée des classes. En même temps, c'est dangereux d'arriver avec des chiffres, ça peut nous imposer des limites. Sur le coup, les militant.es n'étaient pas certaines que c'était nécessaire qu'on planche là-dessus.

Ramy (Rimouski) : Ne pense pas qu'on peut avoir gain de cause si on remet ça dans les mains de l'État, on va se faire avoir. Il faut avoir de quoi de béton. On ne dispose pas d'autant d'informations que l'État, mais on aura pas l'air sérieux si on revendique quelque chose sans avoir pensé comment l'appliquer.

(Rimouski) : A su que le gouvernement a cherché à rejoindre le CUTE durant la semaine de grève, mais qu'il ne semblait pas trop à qui s'adresser, ni comment.

Bruno (Montréal) : Pas de souveraineté perdue, c'est le comité de liaison des coalitions qui est chargé de recevoir les propositions du gouvernement et la décision par rapport à ces propositions sera prise dans les assemblées générales. Rien n'empêche que des enjeux soient abordés au niveau local et amenés dans les coalitions. Par exemple, à St-Laurent, il y a un positionnement sur le montant du salaire à verser aux stagiaires, et aussi que ce ne soit pas payé avec une augmentation des frais de scolarité. On peut imposer des limitations au gouvernement. Quand les syndicats négocient une augmentation de salaire, ce n'est pas avec des considérations sur où prendre l'argent, mais à partir du principe qu'il faut augmenter les salaires.

Ramy (Rimouski) : La comparaison avec les syndicats est imprécise parce qu'en tant qu'étudiant.es, on est un groupe infantilisé. Les syndiqué.es sont reconnu.es par l'État. C'est pour ça qu'il faut se backer et qu'on soit plus crédibles. Les solutions on peut les trouver et on a accès à des ressources, les associations étudiantes peuvent faire, ou payer, pour des recherches.

(Rimouski) : Si on fait pas de solutions, il y a beaucoup de chance que le gouvernement arrive avec le fait qu'il doive faire des recherches afin de nous faire attendre.

Francis (Trois-Rivières) : Durant la crise sociale de 2012, on a montré qu'on devait être prise au sérieux. La CAQ a déjà réagi durant la semaine de grève et ça montre qu'on nous prend au sérieux; elle nous ignore pas. La solution c'est la revendication ; un salaire et des protections. Le salaire c'est presque qu'une technicalité, passer de zéro au salaire minimum.

(Rimouski) : En 2012, ça pris des années à préparer et là on fait le travail en quelques mois seulement. On ne peut pas comparer ce qu'on fait à 2012. Les technicalités sont pas des détails. Qui va payer ? Quelle ingérence du gouvernement ?

Ramy (Rimouski) : En 2012, des solutions étaient amenées, les places où trouver l'argent étaient claires.

Bruno (Montréal) : Invite les gens à en parler au niveau local. Plusieurs cas récents démontrent que l'attribution d'argent c'est politique. Entre autres l'augmentation du salaire des médecins, les subventions à Bombardier.

Francis (Trois-Rivières) : Les milieux de stages reçoivent déjà de l'argent du gouvernement, c'est pour ça qu'ils acceptent stagiaires. Il faut un réinvestissement dans les services.

Amélie (Montréal) : Il ne faut pas sous-estimer la mobilisation qui a cours depuis plus de 2 ans maintenant, à Montréal, Gatineau et Sherbrooke surtout, mais pas seulement. La GGI ne part pas de rien, mais c'est vrai qu'il y a des campus où la mobilisation est plus récente. Ce ne sera pas ce soir que les solutions seront définies et que la décision de faire des recherches sera prise. Ce sera amené dans le compte de rendu de la rencontre, à la coalition montréalaise samedi. C'est pertinent de se poser ces questions, invite à y réfléchir, à écrire, et à s'organiser selon.

Camille (Sherbrooke) : Il faut se concentrer sur la mobilisation. Si on a des solutions mais que la grève n'a pas lieu ça fonctionne pas.

Stéphanie (Outaouais) : Il y a déjà des textes et des recherches qui ont été faits. C'est toujours possible de poursuivre et d'étayer l'argumentaire. Ça pourra être partagé sur le site grevedesstages.info.

Sylv (Sherbrooke) : La FEUS (Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke) a terminé une recherche sur combien ça coûterait la rémunération des stages. Les pistes "où aller chercher l'argent", ça pourrait être fait durant la grève, durant un atelier.

Ramy (Rimouski) : Invite à se souvenir qu'en région les réalités sont différentes. Le bassin d'étudiant.es est plus petit et il y a moins de ressources financières. Des associations étudiantes de cégep ou modulaires dans les universités, à Montréal, ont souvent plus d'argent que les associations en région. C'est pourquoi elles proposaient une plateforme qui rassemble les arguments et les solutions, et payer des gens pour faire les recherches.

Sylv (Sherbrooke) : On pourrait créer un google doc sur lequel tout le monde peut contribuer. Pour de la recherche plus poussée, ça prend peut-être du monde qui ont plus d'expérience et qu'il faudrait payer.

Bruno (Montréal) : Il est permanent à St-Laurent, c'est un peu sa job de faire des recherches. Il peut demander à l'association si ça peut rentrer dans le mandat. Et il peut lancer le doc.

(Rimouski) : On pourrait juste demander à une firme externe, comme l'IRIS, et laisser les associations se concentrer sur la mobilisation. Y'a aussi l'AVEQ (Association pour la voix étudiante au Québec) et l'UEQ (Union étudiante du Québec).

Francis (Trois-Rivières) : Faire attention avec les associations nationales, certaines n'ont pas les mêmes revendications (rémunération + tous les stages). Il est allé voir l'association de l'université de Trois-Rivières pour avoir la liste des stages rémunérés/compensés/gratuits. Il fera suivre l'information.

Bruno (Montréal) : La recherche de l'AVEQ est déjà sortie et il est en train d'en faire un résumé pour sauver la lecture de 125 pages. Les fédérations étudiantes c'est non, et l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) meurt.

Amélie (Montréal) : Ne sait plus - N.B. pour la prochaine fois: C'est pas pratique prendre les notes seule.

Rimouski : elles doivent quitter; vont lire le procès-verbal et on garde contact.

Camille (St-Jérôme) : Pense qu'on est pas du tout rendu au point de faire des recherches. Le but n'est pas de faire des trucs par programmes mais demande si l'exemple en travail social par rapport à l'incohérence entre les heures de stage, l'ordre, et les menaces de non diplomation, ça pourrait être utile pour d'autres ?

Amélie (Montréal) : Oui, et les exemples des autres programmes peuvent servir à travail social. Les incohérences se retrouvent dans tous les programmes.

Camille (St-Jérôme) : En cherchant dans les règlements et la politique institutionnelle des stages de l'UQO, il est écrit que l'Université s'engage à « prendre les mesures nécessaires pour protéger les stagiaires des risques inhérents aux stage » (article 4). Ceci peut être un argument à ajouter face au module, sans toutefois se baser uniquement là-dessus.

Francis (Trois-Rivières) : Il faut qu'on se tienne au courant sur le moment des assemblées générales de grève.

Amélie (Montréal) : Oui. Rappelle aussi de pas hésiter à demander de l'aide, sur le groupe "militant.es pour la grève", qui est aussi un espace pour partager des idées, inquiétudes.

Camille (St-Jérôme) : Besoin d'aide à St-Jérôme.

Bruno (Montréal) : Des filles en soins infirmiers à St-Laurent sont bien mobilisées, elles pourraient venir aider.

Camille (St-Jérôme) : Bonne idée. Les étudiant.es en sciences infirmières sont plus mitigées et font toutes un DEC-BAC.

Amélie (Montréal) : Cégep de l'Outaouais, besoin d'aide ?

Loïc (Outaouais) : Il faut rencontrer les programmes précis. Les ateliers ne sont pas suffisants, il faut aller vers les personnes directement. Si des personnes en soins sont prêtes à se déplacer, ce serait apprécié.

Stéphanie (Outaouais) : Ne veut pas avoir l'air réact, mais est-ce que d'autres solutions que la grève ont été pensées ou appliquées ?

Loïc (Outaouais) : Aller chercher l'appui des milieux de stage et des syndicats. C'est plus facile après pour mobiliser.

Bruno (Montréal) : Il y a beaucoup d'appuis qui se prennent. À St-Laurent le syndicat des profs appuie "le mouvement étudiant" et encourage les accommodements pour pas nuire au bon déroulement de la session. Il y a aussi eu une rencontre avec la FNEEQ (Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec) durant la semaine de grève, durant laquelle l'appui était majoritaire (seul cégep qui a voté contre c'est le cégep de l'Outaouais). Conseil général à venir.

Amélie (Montréal) : Une liste d'appuis est en train de se faire. La semaine de grève a vraiment aidé à ce que des syndicats et des organismes communautaires appuient publiquement la revendication. Il faut continuer à les solliciter.

Francis (Trois-Rivières) : A été voir son député, mais sans réponse. D'autres peuvent essayer.

Camille (St-Jérôme) : Le député de St-Jérôme, Youri Chassin, est adjoint parlementaire pour les études supérieures. Durant la semaine de grève, des personnes voulaient faire une visite mais ça n'a pas eu lieu. À suivre.

Loïc (Outaouais) : Avec la Coalition de l'Outaouais, on va rencontrer, le 12 ou le 14 décembre, 2 députés de la région, notamment le ministre de la famille.

Stéphanie (Outaouais) : C'est une asso de l'UQO qui voulait y aller, on s'est joint.

3. Retour sur les rencontres des Coalitions régionales (s'il y a lieu)

Outaouais, à venir

Montréal, à venir (samedi 1er décembre)

Sylv (Sherbrooke) : la dernière rencontre était pour discuter de la semaine de grève et pour demander des appuis.

4. Communication

Stéphanie (Outaouais) : Se retrouve sur plusieurs groupes, et se demande à quel point c'est pertinent de multiplier les groupes et les rencontres.

Sylv (Sherbrooke) : Pour Sherbrooke, il est supposé avoir une alternance pour les rencontres inter-régionales, c'est pour ça que c'est sur une conversation Facebook.

Amélie (Montréal) : La coordination des rencontres c'est assez difficile. Une conversation à plusieurs c'est pas l'idéal. Et en fait tout le monde qui est là aujourd'hui ne sont pas toutes sur la même conversation. Voit pas vraiment d'autres solutions qu'un autre groupe facebook, ou que la coordination soit prise en charge par 2 personnes à chaque fin de rencontre, par exemple, et qu'elle se fasse par message individuel.

Camille (St-Jérôme) : Pense que le débat avec le post d'elle et Gabrielle (UdeM), sur "militant.es pour la grève" ça paraît gros. Il y a beaucoup de monde sur ce groupe. La communication est difficile et ce n'est pas simple de se rencontrer. A l'impression qu'il n'y a pas de représentant officiel et ne sait pas trop à qui s'adresser.

Francis (Trois-Rivières) : Pour ce qui est des groupes, il est sur "militant.es pour la grève", et sur le groupe du CUTE-TR. C'est pas nécessaire d'en faire un autre.

Loïc (Outaouais) : On pourrait faire un google doc qui rassemble les personnes contacts et les identifiants skype.

Bruno (Montréal) : Il y a aussi des communications au niveau régional.

Camille (St-Jérôme) : On a appris seulement mardi l'existence des rencontres inter-régionale. Se trouve isolée à St-Jérôme et aimerait que ce soit plus structuré.

Amélie (Montréal) : Elle a fait un document du même genre que Loïc propose, elle va le partager tout de suite après la rencontre. C'est beaucoup de travail la coordination, il faut contacter beaucoup de personnes et les relancer. Ça prendrait 2 personnes.

Comprend que ce n'est pas facile de tout saisir l'organisation quand on commence à s'impliquer. Est disponible pour donner un coup de main pour St-Jérôme. Sinon, au départ c'est important de travailler sur la consolidation au niveau local, prendre contact avec des personnes des différents programmes sur le campus et mettre sur pied un comité de mobilisation. Éventuellement, il pourrait être mis sur pied une coalition laurentienne, avec le campus de l'UQO à St-Jérôme, le cégep St-Jérôme et le cégep Lionel-Groulx, qui commence d'ailleurs à se mobiliser dans la campagne. Un coup de main est toujours offert pour ces différentes étapes. Et les rencontres inter-régionales, récentes, sont aussi des espaces pour permettre le partage d'informations.

Camille (St-Jérôme) : Comprend qu'il ne faut pas créer de hiérarchie parmi les militant.es

Amélie (Montréal) : Oui, comme à Sherbrooke, pour Montréal il y a une rotation des personnes déléguées aux rencontres inter-régionales et l'accès à l'information est important (PV).

Stéphanie (Outaouais) : Au CRIS-UQO (Comité pour la rémunération des internats et des stage), on entrevoit l'utilisation d'un google calendar mis sur le site grevedesstages.info et que les personnes ajoutent elles-mêmes leurs disponibilités et leurs coordonnées pour l'organisation des rencontres.

Amélie (Montréal) : Pense que les disponibilités peuvent être très variables d'une semaine à l'autre, et que malgré le fait que les personnes s'inscrivent elles-mêmes, les rappels sont nécessaires.

On s'entend sur un doodle et la coordination par deux personnes, à partir du document avec la liste de contacts :

<https://docs.google.com/document/d/1I8h130JYtNIAXHcn7sOXHK2ysshZt113VrrfcliiRBc/edit?usp=sharing>

5. Prochaine rencontre

Après la session ? Certaines finissent le 12, le 17, et le 21 ...

Proposer du 17 au 22 décembre et du 5 au 10 janvier

Stéphanie : Doodle

Amélie et Loïc : coordination